

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 23 novembre 2016



Aujourd'hui, le vingt-trois novembre deux mille seize à 14 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Louis Barthou au Parlement de Navarre à Pau sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE,
Messieurs Gérard CASTET et Charles PELANNE

OBJET : Affaires diverses / SAGE Midouze : Autorisation de lancement et signature d'un marché d'étude concernant « l'Analyse de la qualité des eaux sur l'aval des bassins de la Douze et de l'Estampon »

Exposé des motifs :

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE Midouze et de l'objectif d'atteinte du bon état des masses d'eau.

Le périmètre concerné par cette étude est le bassin de la Douze aval (partie landaise), jusqu'à la confluence avec le Midou à Mont-de-Marsan.

L'objectif de l'étude est d'une part de déterminer les causes de la dégradation de la qualité biologique des masses d'eau du bassin de la Douze aval, notamment sur la Douze à Saint-Avit et sur l'Estampon à Roquefort, et d'autre part - plus généralement - de déterminer finement l'origine des pollutions sur ce bassin afin d'identifier les contributeurs de la pollution détectée aux stations de mesure.

Pour ce faire, l'étude propose un suivi de 13 points de mesure sur 3 ans (paramètres biologiques et physico-chimiques).

Un travail partenarial a été engagé avec l'ensemble des contributeurs (Chambre d'agriculture, SYDEC, Aqualande, Caillor) et partenaires financiers (Agence de l'Eau Adour Garonne et Département des Landes notamment) pour définir le contenu de l'étude et les apports techniques et/ou financiers de chacun.

Le montant prévisionnel de cette étude serait de 50 000 € TTC / an, soit 150 000 € TTC.

En l'absence d'observations,

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Monsieur le Président est autorisé à lancer la consultation et signer le marché à intervenir et ses éventuels avenants.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de solliciter tous financements relatifs à cette opération.

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 23 novembre 2016 à Pau

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

✂ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

